

Les Canadiens français jugés par les Français de France, 1830-1939 (suite)

Armand Yon

Volume 20, Number 4, mars 1967

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/302618ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/302618ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Yon, A. (1967). Les Canadiens français jugés par les Français de France, 1830-1939 (suite). *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 20(4), 600–624.
<https://doi.org/10.7202/302618ar>

Un siècle d'opinion française

LES CANADIENS FRANÇAIS JUGÉS PAR
LES FRANÇAIS DE FRANCE *

1830-1939

1^{re} partie

LES PEINTRES DE LA VIE CANADIENNE
(suite)

II. UNE ÈRE DE CRITIQUE (1880-1914)

§ 13. *Monde officiel — Missions culturelles*

Les échanges entre les deux pays n'eussent pas été si fréquents, et nous n'aurions pas vu, au cours de ces trente-cinq années, tant de Français s'embarquer pour le Canada¹, si, de part et d'autre, le monde officiel n'était intervenu pour pousser à la roue. Mais il appert qu'en l'occurrence, ce sont les Canadiens du Québec qui firent les premiers pas.

Nous avons trouvé, vers 1873, Hector Bossange établi rue du Quatre-Septembre, avec un "cabinet de lecture" pour les Canadiens de passage², mais Bossange n'était que l'agent de l'Immigration canadienne, sans véritable caractère officiel.

* Voir notre *Revue*, XVIII: 321-342, 517-533; XIX: 56-83, 254-269, 443-462, 566-584; XX: 56-74, 262-280, 415-429.

¹ Encore n'avons-nous pu faire mention de tous ceux dont les ouvrages nous ont passé par les mains. On trouvera plusieurs numéros supplémentaires dans notre future Bibliographie.

² Voir notre *Revue*, XIX, 3: 443.

C'est à Adolphe Chapleau³, premier ministre du Québec de 1879 à 1882, que revient le mérite d'avoir ouvert à Paris la première "Maison canadienne", destinée à devenir commissariat, "haut" commissariat, puis légation et enfin ambassade. Alors qu'il n'était encore que député de Terrebonne, il avait prononcé dans la Capitale française un discours très remarqué. Gambetta, qui était parmi les auditeurs, le félicita chaleureusement, lui disant: "Vous êtes vraiment des nôtres, monsieur Chapleau!"⁴ De là naquirent entre les deux hommes d'État des relations très cordiales.

En 1881, le premier ministre séjourne près de six mois à Paris, où il est fêté, banqueté, interviewé par la presse, décoré enfin de la cravate de commandeur de la Légion d'honneur. Avec Gambetta et d'autres personnalités, il discute la création du Crédit foncier franco-canadien. On arrête aussi la fondation de ce "commissariat", désiré par beaucoup de Français et de Canadiens, en particulier par ceux qui visitent la France. Le titulaire, Hector Fabre, habitera d'abord (1882) rue Chabonais⁵, chez son parent Léopold Bossange, puis, deux ans plus tard, 19, rue de Grammont.

Au début, semble-t-il, l'innovation n'alla pas sans causer quelques froissements et souleva des critiques. Les *Castors* ne se gênèrent pas pour blâmer ce premier ministre qui se commettait avec les Gambetta et les Jules Ferry: les petites feuilles locales clabaudèrent à l'envi!... Wilfrid Laurier, le jeune député de Québec-Est, déplora cette "dépense inutile"⁶. Mais, ce qui est plus grave, Anglais et Canadiens de langue anglaise estimèrent

³ Adolphe Chapleau (1840-1898) fut successivement député du comté de Terrebonne, premier ministre du Québec (1879-1882), secrétaire d'Etat du Dominion et lieutenant-gouverneur du Québec depuis 1892 jusqu'à sa mort. Créé chevalier par la reine Victoria en 1896.

⁴ Fait rapporté, entre autres, par M. Guénard-Hodent, *La tradition renouvelée...* (Ed. Paris-Canada, 1930), 4. Le même ajoute que Chapleau aurait répondu: « Et vous, M. Gambetta, je viens vous demander d'être des nôtres aussi. Français je suis, Canadien nous voulons que vous soyez! »

⁵ La première adresse du Commissariat faisait sourire Français et Canadiens avertis, car cette rue Chabonais était alors — et devait rester longtemps — réputée pour ses maisons trop hospitalières.

⁶ R. Rumilly, *Histoire de la province de Québec*, III: 189.

que la nomination de sir Alexander-Tilloch Galt comme haut-commissaire canadien à Londres suffisait, sans que le Québec eût besoin d'un autre représentant en Europe. La diplomatie, heureusement, entra en jeu : lord Lytton, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris, plaida la cause du commissariat auprès de la princesse Louise, qui voulut bien s'entremettre à son tour et aplanit toutes les difficultés. Il n'en est pas moins vrai que la province de Québec, en attachant le grelot, avait "joué le rôle d'intermédiaire entre la France et le Dominion"⁷.

Les rapports France-Canada se trouvèrent grandement facilités par cette institution, et le furent encore davantage, peut-être, par le choix judicieux du premier Commissaire. Journaliste de carrière, Hector Fabre⁸ avait été rédacteur en chef de *L'Ordre*, de Montréal, puis du *Canadien* et de *L'Événement*, de Québec. En 1882, âgé de 48 ans, il renonçait à son siège de sénateur pour assumer ses nouvelles fonctions à Paris. Personne ne pouvait douter de son amour pour la France : n'avait-il pas écrit dans son journal, aux heures les plus sombres de septembre 1870 : "[La France] . . . prendra plus tard une de ces éclatantes revanches qui effacent les traces des humiliations et qui portent du coup au sommet"⁹ ?

Du point de vue catholique, le commissaire canadien s'avérait inattaquable, étant le propre frère de l'évêque — puis archevêque — de Montréal, M^{sr} Charles-Édouard Fabre. Encore que ce dernier fût regardé par les *Castors* comme "libéral", les préventions ne pouvaient tenir devant une telle parenté. Hector Fabre, d'ailleurs, donna toujours l'exemple d'une pratique religieuse ouverte et sincère.

Ce qui, par-dessus tout, lui valut la considération et de ses compatriotes et des Français de toutes catégories qui l'appro-

⁷ Guénard-Hodent, *La tradition renouvelée* . . . , 47.

⁸ Hector Fabre était né à Montréal en 1834. Reçu avocat, il exerça quelque temps sa profession dans les bureaux de son beau-frère Georges-Etienne Cartier. Par le journalisme, il pensa parvenir à la carrière politique. Il fut élu en 1873 député du comté de Québec. Mais, battu en 1875, il se vit offrir par ses amis un siège au Sénat. Nous savons qu'il y renonça en 1882. Il devait mourir en 1910.

⁹ Guénard-Hodent, *op. cit.*, 4.

chère, c'est son caractère personnel. Esprit cultivé, nourri d'abondantes lectures, le représentant du Canada était un homme de commerce fort agréable. Tolérant, enjoué, malicieux même, il était sensible autant que quiconque à l'incompréhension de certains Français à l'endroit du Canada : au besoin, il savait, tant par la plume que par la parole, leur donner la réplique. Il le faisait avec humour, avec force parfois, mais toujours sans blesser l'adversaire. Les premières années de son mandat, il entreprit des tournées de conférences pour faire mieux connaître le pays. Les textes qui nous en sont restés sont précis, animés, empreints de finesse et saupoudrés de sel. Tout au plus pourrait-on y relever certains "effets" trop bien ménagés, comme s'ils appelaient la mention : "Ici on applaudit".

De vieux Canadiens nous ont redit avec émotion le souvenir qu'ils avaient gardé des réceptions organisées rue de Grammont, puis boulevard Haussmann et enfin, à partir de 1887, 10, rue de Rome : la franche poignée de main du maître de céans, la bonne grâce exquise de Mme Fabre, la jeune présence de leur fils Paul, assez coté dans les milieux littéraires¹⁰ : ces détails sympathiques étaient encore dans toutes les mémoires. Naturellement, la fête prenait des proportions plus considérables, pour accueillir quelque visiteur officiel : Honoré Mercier en 1891, Chapleau (alors lieutenant gouverneur) en 1893, Laurier à plusieurs reprises — pour ne nommer que ceux-là — bénéficièrent de traitements de faveur. Le pittoresque curé Labelle eut aussi au commissariat ses grandes et ses petites entrées.

Vers 1873, Benjamin Sulte, toujours pessimiste, regrettait que les Canadiens n'eussent "point d'organe en Europe pour défendre assidûment leur cause et faire taire les détracteurs"¹¹.

¹⁰ Mme Fabre était une demoiselle Stein (Corinne) d'Arthabaska. Quant à Paul (né au Canada), c'était évidemment ce qu'on appelle un "aimable jeune homme", mais ses quelques écrits (v.g. *Voyage au Canada*, 1894) ne décèlent chez lui aucun talent particulier. Vers la fin du siècle dernier, les "esthètes" avaient mis à la mode les fleurs symboliques : Marcel Proust avait son arum et Oscar Wilde, son fameux œillet vert. Paul Fabre voulut fonder une société littéraire et dramatique et l'intitula "Le Gardénia". Le fils Fabre mourut prématurément à Paris en 1902, âgé de 35 ans.

¹¹ B. Sulte, *Le Canada en Europe* . . ., 45.

Onze ans plus tard, il n'aurait pu tenir le même langage: les Canadiens français possédaient bel et bien leur "organe" en France, et c'était *Paris-Canada*. Certains n'ont voulu voir dans cette publication que "le journal de l'Immigration canadienne": c'était cela, sans doute, mais c'était aussi plus et mieux que cela.

Il n'est pas douteux que, jusqu'à 1910 environ, le souci est grand d'attirer au Canada des colons d'origine française, et les articles qui célèbrent la salubrité du pays et la fertilité de son sol, vont se multipliant, sans préjudice des placards officiels qui promettent, par exemple, "des octrois gratuits de 65 hectares au Manitoba, de 40 à 80 hectares dans les autres provinces, avec facilités particulières offertes aux domestiques"¹². Mais Hector Fabre avait d'autres manières, et de plus élégantes, d'utiliser les fonds mis à sa disposition.

Le premier numéro¹³ est daté du mercredi 11 juin 1884. Il porte la mention: "Organe international des intérêts canadiens et français". C'est un in-folio de 8 pages, tiré sur bon papier et qui se vend 25 centimes en France et 5 "centins" au Canada. En principe, la publication doit être hebdomadaire (elle sera plus tard bimensuelle), mais les livraisons semblent avoir paru fort irrégulièrement, au gré des besoins et des circonstances. Nous n'avons retrouvé à Paris qu'un numéro pour 1889, alors que 1888 semble avoir été l'année la plus féconde, avec 38.

Pour l'inauguration, Hector Fabre avait écrit lui-même l'article de tête, ainsi que la chronique dite "la Semaine à Paris". On y lisait aussi des "Notes diverses" (concernant les relations entre les deux pays), signées du nom de Foursin-Escande, ancien conseiller municipal de Paris, que le journal s'était attaché comme secrétaire de la rédaction. Peu à peu, les cadres s'élargirent: on rencontra dans les colonnes plus d'informations sur la vie française, les spectacles, les grands événements littéraires.

¹² *Paris-Canada*, *passim* et n° du 15 juillet 1884.

¹³ *Paris-Canada*, 1884-1910. La B.N. de Paris (section Versailles) possède la collection, non sans quelques lacunes. Comme Fabre avait soin de faire envoyer sa Revue au Canada, on doit trouver la collection complète tant à la bibliothèque de la Législature (Québec) qu'à celle du Parlement d'Ottawa.

Presque chaque fois, Fabre se réservait la chronique intitulée "Au jour le jour", où il commentait spirituellement les faits d'actualité. Mais, ce qui, à notre époque, intéresse autrement l'érudit désireux de ressusciter le passé, c'est la liste des Canadiens inscrits au Commissariat, le rappel des succès remportés par les étudiants en arts et en lettres, la critique des livres relatifs au Canada, enfin les comptes rendus de fêtes canadiennes organisées dans la Capitale et en province ¹⁴.

Ainsi, grâce au commissaire — créé en 1886 chevalier de Saint-Michel et Saint-Georges — une tradition s'établit de célébrer la Saint-Jean-Baptiste, fête patronale des Canadiens français. Ceux-ci étaient donc, le 24 juin, les hôtes de l'aimable représentant. On se réunissait dans quelque grand restaurant, après avoir entendu une messe spéciale dans une église parisienne. Le premier de ces banquets eut lieu en 1887. L'année suivante, la messe (à laquelle assistait le général de Charette) fut célébrée dans la chapelle de Saint-Jean-Baptiste, à Saint-Sulpice, et l'abbé Biron prononça le panégyrique du saint. Le soir, on dîna chez Marguery. En 1891, la présence à Paris du premier ministre Honoré Mercier donna à la fête un éclat inaccoutumé. C'est l'abbé Gosselin, de Québec, qui prêcha à la messe, et il y eut dans l'après-midi réception au commissariat, puis dîner le soir. Ce n'est que bien plus tard, à la veille de la première

¹⁴ Il faut avouer cependant qu'on trouvait dans les colonnes de *Paris-Canada* des faits divers de bien maigre importance. Ainsi le n° du 26 juin 1888 nous apprend qu'il y avait à la foire de Neuilly un genre de divertissement nommé "La Mer sur Terre": on s'y promenait dans un petit bateau appelé *La Canadienne* et, avant de mettre en marche, le préposé criait: "Allons, messieurs les Canadiens, à vos places!" ce qui, paraît-il, avait le don d'amuser prodigieusement les Canadiens de passage... Une autre fois, comme il était question de changer le nom d'une caserne dite "de la Nouvelle-France", des Canadiens se récrièrent et le journal enregistra leurs protestations (n° du 15 sept. 1886) !

Fabre lisait — ou faisait lire par des "Argus" — la presse française et y relevait soigneusement tout ce qui avait trait au Canada. En 1902, le bruit ayant couru qu'on allait élever dans le Québec un monument au père de 31 enfants, *la Fronde*, journal de Séverine, combattit ce projet qui "pourrait faire croire à un habitant de la planète Mars qu'au Canada les femmes ne sont pour rien dans l'accroissement de la population"... Aussi l'auteur de l'article réclamait-il qu'"on coulât la femme en bronze auprès de l'heureux papa" ! (D'après *Paris-Canada*, 1^{er} nov. 1902).

guerre mondiale, qu'on prit l'habitude de célébrer plutôt la fête de la Confédération, dite "Dominion Day", le premier juillet.

Toujours sous l'égide de l'actif commissaire, des associations se formèrent pour grouper les résidants canadiens. Elles leur permettraient, sans doute, de se retrouver, de se compter, mais présenteraient aussi l'inconvénient, pour plusieurs, de les tenir trop "entre eux", sans contact avec la vie française: pour y obvier on eut soin d'inviter aux réunions des Français marquants. Deux de ces anciennes sociétés méritent une mention: "La Boucane" et "La Canadienne".

Fondée en octobre 1893, "La Boucane" tint ses premières assises au Café du Rocher, boulevard Saint-Germain, puis se transporta l'année suivante au Café de Fleurus, derrière le Luxembourg. Les assemblées, mensuelles en principe, n'eurent pas toujours lieu régulièrement; mais la société se maintint longtemps, et, comme le remarque Guénard-Hodent, qui en faisait partie, elle permit à plus d'une génération de Canadiens de "goûter sur la rive gauche de la Seine quelque chose de la vie du pays"¹⁵.

D'un caractère plus sérieux et d'une tout autre portée s'avéra "La Canadienne", qui vit le jour en 1902. La première idée en est attribuée à Léopold Leau, professeur au collège Stanislas, qui travailla pour le compte du bureau canadien d'immigration et signa "Jean du Saguenay" de nombreuses brochures de propagande¹⁶. Composée en grande partie de Français, la Société, disent ses statuts, "se propose de resserrer de toute manière les liens qui unissent les Américains de race française aux Européens de race française, et de collaborer spécialement au développement de leurs relations d'ordre moral et économique"¹⁷. Jean

¹⁵ M. Guénard-Hodent, *La tradition renouvelée...*, 12.

¹⁶ Docteur ès sciences, Léopold Leau avait publié sous le pseudonyme de "Jean du Saguenay" *La Terre pour rien* (Bloud, 1907) et signé "Louis et Jean" *L'Aisance qui vient*, roman de propagande qui parut en feuilleton dans *la Canadienne*.

¹⁷ *La Canadienne*, n° des 15-20 juin 1908. Outre son bureau de direction, la société possédait un "Comité de patronage", composé de Français et de Canadiens en vue. Nous y relèverons en passant les noms suivants: Gabriel Hanotaux, René Bazin, Mme Juliette Adam, Onésime Reclus, J.-G.

Lionnet, dont nous aurons bientôt à parler, en fut le premier président.

Cette association est d'autant plus intéressante pour l'histoire des relations France-Canada qu'elle nous a légué à la fois une revue et un livre.

La revue, intitulée *la Canadienne*, commença à paraître en 1902¹⁸. Elle prit de plus en plus d'ampleur, à partir de 1908 surtout, alors que *Paris-Canada* ne battait plus que d'une aile. Elle dura jusqu'à la guerre de 1914, mais, dès 1910, elle publiait un supplément pour le compte de *France-Amérique*. Après la guerre, société et revue furent absorbées par le Comité France-Amérique, dont il sera question plus loin.

En 1906, Jean Lionnet, président de "La Canadienne", partit pour le Canada, où il passa l'été. Il avait déjà lu nombre d'ouvrages sur le pays et rencontré maintes personnalités canadiennes : ce n'était donc là pour lui qu'un voyage de "vérification", comme il dit. Notre visiteur voulut voir d'abord Montréal, Québec et Ottawa (où le premier ministre Wilfrid Laurier lui accorda une très aimable interview) ; il poussa ensuite jusqu'aux villes naissantes de l'Ouest : Winnipeg, Calgary, Regina, Edmonton, et il voulut s'arrêter à Batoche, dernier rempart de Louis Riel et de ses rebelles métis. Mais, ce qui fait l'originalité de son enquête, c'est que Lionnet accorda une attention toute particulière aux centres fondés là-bas par des colons français : Saint-Claude, où vient d'arriver sans doute la famille du romancier Constantin-Weyer¹⁹ ; le Lac-aux-Canards, village créé de toutes pièces par un agent d'émigration de Paris ; Domrémy, où des Français — et parmi eux un groupe de Bretons d'Ille-et-Vilaine — se sont établis depuis 1894²⁰.

Garneau (maire de Québec), le sculpteur Philippe Hébert, le sénateur Choquette... En 1910, on y adjoindra le nom de Philippe Roy, sénateur d'Edmonton, futur successeur de Fabre.

¹⁸ Les livraisons étaient de format in-quarto, à couverture verte. Il y avait généralement, au début comme à la fin, deux ou trois feuillets de réclames.

¹⁹ Voir notre *Revue*, XIX, 3 : 450 sq.

²⁰ Cf. *infra*, note 20.

De son séjour, Lionnet rapporta un livre — *Chez les Français du Canada* ²¹ — qui fut favorablement accueilli ²² et ne put faire que du bien. Malheureusement, l'auteur ne jouit pas longtemps de son succès: il mourut à Nice en décembre 1910, âgé de 38 ans. Son successeur à la présidence de "La Canadienne" fut Jacques Bardoux, spécialiste des questions de littérature et de civilisation britanniques. Dès 1914, les bureaux de cette société étaient transportés au siège social de France-Amérique, 21, rue Cassette. Bientôt, les deux organisations ne firent qu'une, et *France-Canada* remplaça *la Canadienne*.

*
* * *

C'est au cours de l'année 1908 que fut élaboré à Paris ce qui allait devenir officiellement, le 1er janvier 1909, le Comité *France-Amérique*. L'année suivante, le Comité prit prétexte des fêtes de Montcalm, au château de Vestric, pour publier une brochure illustrée qui est surtout un "manifeste" ²³. On y trouve, en effet, à côté d'une seule étude sur le héros des Plaines d'Abraham ²⁴, plusieurs articles, signés Gabriel Hanotaux, Raoul Dandurand, Mgr Baudrillart et autres, qui précisent le but de la nouvelle fondation et dissertent sur l'avenir des relations franco-canadiennes ²⁵.

"L'œuvre du Comité, écrit Hanotaux, est de faire connaître de plus en plus l'Amérique à la France et la France à l'Amé-

²¹ J. Lionnet, *Chez les Français du Canada*... (Paris, Plon, 1908), in-12, vi-284 p. — L'auteur donnera (p. 193 sq.) des détails très curieux sur la fondation de Fannystelle, village situé "à un peu plus d'une heure de Winnipeg": c'était une création du trop fameux chanoine Rosenberg, poursuivi un peu plus tard pour escroquerie.

²² *La Canadienne* du 15 déc. 1908 (p. 370 sq.) cite diverses appréciations entre autres d'Edouard Rod (*Figaro*), d'Etienne Charles (*Liberté*), de Robert Doucet (*Monde économique*): ce dernier voit en Lionnet "un observateur sagace et un enquêteur consciencieux". De son côté, Edouard Drumont ne perdit pas une si belle occasion de louer, dans *la Libre parole*, les Canadiens de "détester la France d'aujourd'hui" !

²³ G. Hanotaux, R. Dandurand & al., *France et Canada* (Paris, France-Amérique 1910), plaq. in-4, 56 p.

²⁴ *Op. cit.*, 44-51. Article d'Emile Salone.

²⁵ De cette équipe de première heure, seul survivait encore, en 1950, Gabriel Louis-Jaray, alors président du Comité.

rique²⁶. Dans une sorte de postface, le secrétaire général, Gabriel Louis-Jaray, reconnaissait que le Canada sollicite à un très haut degré "l'attention du Comité et l'amitié de la France", et il ajoutait: "Nous cherchons à grouper en France les hommes qui s'intéressent au Canada, et au Canada ceux qui s'intéressent à la France²⁷." En France, les organisateurs devaient établir un centre de renseignements sur le Canada, et favoriser de toutes manières les relations économiques, commerciales, littéraires et artistiques, — bref, ce que nous appellerions aujourd'hui les relations culturelles — entre les deux pays. On devait aussi encourager les études de toutes sortes, les missions au Canada, la connaissance en France des ouvrages canadiens . . .

Vaste programme! Cependant, on évitait d'"imposer à l'avance des cadres trop précis": la vie de l'œuvre devait renseigner sur les besoins à venir. Enfin, on rappelait que, dû à l'initiative privée, le Comité ne pouvait compter sur d'autres ressources que les souscriptions de ses adhérents, qui seraient d'office abonnés à la Revue.

Sauf pour quelques esprits intransigeants, la composition du Comité France-Amérique devait présenter aux yeux des Canadiens français tous les caractères de l'orthodoxie²⁸. Grâce à une propagande habile, la Société fut bientôt connue des élites de l'ancien et du nouveau-monde. Elle survécut à la guerre de 1914, et nous verrons comment elle donna des preuves de vitalité et obtint son premier grand succès en organisant en 1912 les fêtes de Champlain²⁹.

Mais il nous faut d'abord dire un mot de diverses expéditions et missions de moindre envergure. Ainsi, en 1874, le vice-amiral Thomasset, commandant de l'escadre des Antilles, parais-

²⁶ *France et Canada*, 7.

²⁷ *Op. cit.*, 52.

²⁸ Le bureau se composait, entre autres de G. Hanotaux (président), le général Brugère, Anatole Leroy-Beaulieu, Vte R. de Caix de Saint-Aymour (tous trois vice-présidents); Vte de Breteuil, trésorier; enfin, comme secrétaire général, G. Louis-Jaray, auditeur au Conseil d'État.

²⁹ Nous avons narré naguère l'histoire des diverses missions françaises au Canada, depuis 1908. Cf. Armand Yon, *Missions de la France au Canada*, Supplément à *France-Amérique Magazine* (Nlle Série, année 1951), plaq. in-4, 14 p.

sait devant Québec sur *la Magicienne*. Dix ans plus tard, présidant à Paris une conférence d'Hector Fabre³⁰, cet officier de marine pouvait s'enorgueillir d'avoir, le premier depuis la perte du Canada, fait flotter le pavillon amiral de France dans le Saint-Laurent³¹. En juillet 1891, le contre-amiral de Cuverville, commandant *la Naïade*, croise dans les mêmes eaux, et rapportera du Canada moins un livre d' "impressions" qu'une forte étude économique sur le pays³². Ce marin breton est chaudement accueilli de la population canadienne. Il rencontre outre-Atlantique le géographe Élisée Reclus. Il est reçu par l'Alliance française de Montréal. Avec son état-major, il assiste à une messe solennelle à Notre-Dame, et, le soir, les hôtes français sont l'objet d'une fête civique au "Parc Sohmer". Ce catholique militant qu'était l'amiral conservera jusqu'à sa mort des relations d'amitié avec des notables canadiens³³.

Vaut-il la peine de rappeler qu'aux derniers jours de 1881, revenant des États-Unis, le général Boulanger fit une brève apparition au Canada ? Seuls les journaux semblent avoir attaché quelque importance à cette visite³⁴. Plus tard, convié souvent aux dîners canadiens de Paris, le "brav'général" s'excusa invariablement, mais toujours en termes choisis.

Nombreuses furent sans doute les délégations françaises qui passèrent au Canada pendant cette période. Certaines n'avaient même qu'un but sportif, comme le Club alpin, qui fut fêté par les sportsmen canadiens, en 1893, à son retour de l'Exposition de Chicago. À celle de Saint-Louis, en 1904, la délégation fran-

³⁰ Le 24 mars 1884, à la *Société des Etudes coloniales et maritimes*, dont le vice-amiral était président. *La Magicienne* revint à Québec en 1881, avec l'avis *Dumont d'Urville* (Cf. R. Rumilly, *Histoire de la Province de Québec*, III: 96). Thomasset devait mourir en 1906.

³¹ On se rappellera que Paul-Henry de Belvèze n'avait que le grade de commandant.

³² Contre-amiral de Cuverville, "Le Canada et les intérêts français", in-4, 19 p. (*Bull. de la Soc. des Etudes colon. et marit.*, Paris, 1892).

³³ Entre autres M. le chanoine Groulx, dans sa propriété de Crech'n Bleiz (ou "Montagne du Loup").

³⁴ Surtout *la Minerve*, de Montréal, que cite M. R. Rumilly, dans son *Histoire...*, III: 145. L'auteur de l'article se moque quelque peu de cette "délégation triée sur le volet, toute composée d'officiers titrés: colonels-comtes, ou capitaines barons, chamarrés d'aiguillettes" (*sic*).

çaise comportait un groupe d'ouvriers et de patrons, présidé par Albert Métin, ancien député du Doubs. On poussa une pointe à Toronto et à Montréal avant de se rembarquer. Dans le chapitre qu'il consacre au Canada ³⁵, Métin s'étonne de ne pas avoir trouvé le syndicalisme suffisamment développé chez les Canadiens français.

En 1913, le douzième Congrès géologique international valait au Canada la visite du savant catholique Pierre Termier ³⁶, représentant l'Académie des Sciences de Paris. La session proprement dite, d'une durée de huit jours, se tint à Toronto; mais, après comme avant, les congressistes firent de nombreuses excursions scientifiques qui les conduisirent aux quatre coins du vaste territoire, si intéressant du point de vue géologique.

Après avoir parlé plutôt "en géologue", comme il dit, dans une conférence donnée à son retour ³⁷, Termier livra à la *Revue hebdomadaire* ³⁸ des souvenirs plus personnels et délicatement exprimés, qui portent surtout sur la Laurentie, cette région québécoise "semblable à une prairie immense, fleurie de villages multicolores et parsemée d'églises" ³⁹. Quelques années avant sa mort, le géologue réunit ces deux textes, avec plusieurs autres, en un volume où il révèle à la fois "une âme de poète et une âme de croyant" ⁴⁰.

La plus grande manifestation d'amitié franco-canadienne de l'époque, et la première qui ait revêtu un caractère officiel, ou presque, fut la célébration du troisième centenaire de Québec, en 1908.

³⁵ Albert Métin, *Délégation ouvrière française aux Etats-Unis et au Canada* (Paris, Cornély, 1907), in-8, 302 p. Le travail au Canada, 33-65.

³⁶ Pierre Termier (1859-1930), élu à l'Académie des Sciences en 1909, directeur du Service de la Carte géologique de France en 1911.

³⁷ *Revue hebdomadaire* (1914, n° 19). Art. intitulé "Les témoignages de l'expérience".

³⁸ Le 20 nov. 1913, devant le groupe parisien de la Société de l'Industrie minière de Saint-Etienne.

³⁹ P. Termier, *A la gloire de la Terre, Souvenirs d'un Géologue* (Paris, Desclée, De Brouwer & C^{ie}, 1922), 249.

⁴⁰ L'expression, très juste, se lit dans le *Larousse du XX^e siècle*, art. Termier. Il s'agit de l'ouvrage mentionné à la note précédente.

Le pas devait y être donné, il est vrai, à la Grande-Bretagne, représentée par le prince de Galles (futur George V) et la princesse, mais, en cette quatrième année d'Entente cordiale, la France pourrait envoyer au Canada une députation, de même que la *Capricieuse* avait pu jadis remonter le Saint-Laurent à la faveur d'une action commune en Crimée. Des invitations furent d'ailleurs faites au Gouvernement français, au maire de Brouage, patrie de Champlain, ainsi qu'aux familles Montcalm et Lévis. Un cuirassé français, le *Léon Gambetta*, et le croiseur *Amiral Aube* vinrent mouiller devant Québec, sous le haut commandement de l'amiral Jauréguiberry, représentant officiel de la République. Par malheur, il était accompagné de l'inévitable conseiller Louis Herbette, que les Canadiens français n'aimaient pas ⁴¹. On lui fit grise mine, et l'Album commémoratif des fêtes contient même à son sujet un passage assez significatif ⁴².

Outre Émile Brandelis, maire de Brouage, Québec accueillit le marquis de Lévis (déjà venu en 1895), le marquis de Lévis-Mirepoix, le comte Bertrand de Montcalm, fils du marquis, empêché.

Les fêtes débutèrent le 19 juin par une démonstration de la Jeunesse catholique au pied du monument de Champlain. On comptait sur la présence d'un écrivain français de la *Revue*

⁴¹ Il avait déjà fait précéder d'un long travail une étude d'Ab der Halden sur la Littérature canadienne-française (voir notre *Revue*, XX, 1: 64, n. 31).

⁴² Abbé Camille Roy, *Les Fêtes du Troisième centenaire de Québec*, Album illustré, éd. de luxe (Québec, 1911), in-4, 630 p. Voici les lignes relatives aux visiteurs français: "Les vaisseaux français furent les derniers à laisser Québec: ils s'attardaient volontiers dans ce port hospitalier près duquel vit une population restée si cordialement attachée à l'ancienne mère patrie.

"Si l'on a pu regretter que la France officielle ne nous ait pas envoyé pour la représenter aux fêtes du souvenir des délégués qui fussent tous en parfait accord d'idées et d'aspirations avec les Canadiens français, si l'accueil fait à certain personnage de la délégation a été plutôt réservé, froid, et de courtoisie tout officielle, si nos cousins ont un peu souffert de cette attitude inattendue, notre population québécoise s'est plu cependant à fraterniser avec les officiers et les marins en qui elle reconnaissait vraiment la France catholique que nous aimons toujours et que nous n'oublions jamais" (p. 331).

des Poètes, Gustave Zidler⁴³, mais, celui-ci, retenu en dernière heure, s'excusa et envoya plutôt des poèmes de sa composition : on les lut en diverses circonstances . . . Le 20, défilèrent les cortèges historiques dits "pageants" ; le 21, il y eut concert, retraite, feu d'artifice ; enfin, c'est le mercredi 22 que le Prince de Galles fit son entrée solennelle.

Les personnalités françaises, y compris M. de Loynes, consul général, assistèrent à la réception officielle qui suivit, et furent présentées à Leurs Altesses Royales. Le jeudi 23 fut le "grand jour", qui vit apparaître dans la rade une réplique du *Don de Dieu*. Ce fut alors le tour du maire de Québec, l'hon. M. Garneau, de recevoir à l'hôtel de ville. À cette occasion, l'amiral Jauréguiberry apporta à la "vieille Capitale" le salut de la France. Le soir même, l'amiral accueillait à son bord les autorités canadiennes. La fête fut brillante et s'acheva par un feu d'artifice.

Outre ces démonstrations officielles, des séances d'études groupèrent des spécialistes. C'est ainsi qu'on écouta un jeune lieutenant français, H. de Lanrezac, membre de la Société de Géographie de Paris, louer dans une conférence les "vertus ancestrales françaises". Ses auditeurs l'acclamèrent. "Il était, rapporte l'un d'entre eux, en uniforme, et représentait ce soir-là parmi nous la France militaire et la vieille France catholique"⁴⁴.

Hector Fabre eut à peine le temps de voir éclore le Comité France-Amérique : il s'éteignit à Versailles le 2 septembre 1910⁴⁵. L'un des derniers actes de sa vie publique fut sa présence aux fêtes en l'honneur de Montcalm. Depuis la mort, en 1902, de son fils unique Paul, il était demeuré inconsolable, assurent les con-

⁴³ Il était alors professeur au lycée de Versailles. Un recueil de lui fut publié à Québec la même année : *Les deux Frances*, poésies franco-canadiennes (Québec, 1908), in-18, 54 p. On le verra assister en 1912 au Congrès de la langue française, puis on perd sa trace.

⁴⁴ C. Roy, *Les Fêtes . . .*, 44.

⁴⁵ *Le Larousse mensuel* de nov. 1910 lui consacra un article nécrologique non signé : 814, col. 3.

temporaires. Il évitait le monde autant qu'il pouvait, et même son sourire, qu'il n'avait pas perdu, était empreint de tristesse ⁴⁶.

Son successeur fut le D^r Philippe Roy, sénateur de l'Alberta, mais natif du Québec ⁴⁷. Il eut le titre de "haut commissaire du Canada en France", ce qui marquait un certain progrès, sans que le titulaire fût pour autant accrédité officiellement auprès du gouvernement français.

Le contraste entre l'ancien et le nouvel agent du Canada était remarquable, pour ne pas dire violent. Autant Hector Fabre aimait les causeries, les discours, les toasts fleuris, autant son successeur se montrait, en pareille occasion, concis et "matter of fact". Les improvisations n'étaient pas son fait et lui réussissaient rarement. Il ne s'échauffait vraiment qu'en parlant de l'Ouest canadien, qui lui tenait à cœur. À ce propos, il savait rappeler aux Canadiens français qu'il n'entendait pas représenter que "la bonne province de Québec", mais le pays tout entier, ce qui, en somme, était juste.

Au moins une fois le mois, madame Roy ⁴⁸ recevait la "colonie" canadienne dans le bel appartement du Bois. L'accueil était large, fastueux même, et le buffet exquis. On trouvait le haut commissaire adossé à la cheminée, échangeant avec les visiteurs plus de poignées de mains que de paroles. Il avait le don, disaient les milieux officiels, d'écouter — ou de *paraître* écouter . . . Bref, en associant dans de communs souvenirs les deux commissaires canadiens, on ne peut qu'opposer à l'aimable faconde d'Hector

⁴⁶ Nos notes relatives au commissaire Fabre furent communiquées naguère à son neveu, le juge Edouard Fabre-Surveyer, qui nous suggéra quelques utiles retouches. Lui-même devait publier (*L'Oeil*, Montréal, 15 juil. 1947) des souvenirs personnels. Il insiste surtout sur la modicité des traitements et l'irrégularité avec laquelle ils étaient versés autrefois.

⁴⁷ Il était né en 1868 à Saint-François de Montmagny. Après avoir été reçu docteur en médecine à l'université Laval, il alla s'établir dans la province d'Alberta. Il s'occupa aussi de politique et inspira le *Courrier de l'Ouest*.

⁴⁸ Née Young (Helen), elle avait épousé le D^r Roy en 1899 à Edmonton. Adepte fervente de la "Christian Science", extrêmement compatissante et serviable envers ceux qui s'adressaient à elle, Mme Roy n'eut cependant jamais, même après un long séjour à Paris, une entière maîtrise de la langue française. Elle devait décéder en 1964. Le haut commissaire et sa femme élevèrent une nombreuse famille.

Fabre le mutisme prudent de Philippe Roy, tout comme M. André Maurois sut heureusement, un jour, opposer aux *discours* du docteur O'Grady les *silences* du colonel Bramble⁴⁹ !

Mais revenons aux travaux du Comité France-Amérique. L'un des modes de propagande préconisés par le Comité était la diffusion du livre canadien. Le premier ouvrage choisi pour l'impression fut l'*Histoire du Canada* de François-Xavier Garneau⁵⁰. Le petit-fils de l'auteur (mort depuis 1866) se chargea de préparer cette réédition⁵¹, dont le tome premier parut chez Alcan dès 1913⁵². Il était précédé d'une remarquable préface de Gabriel Hanotaux.

L'historien de Richelieu connaissait à fond les origines de la "colonie perdue": de son évolution sous les deux régimes successifs français et anglais, il entendait tirer ce qu'il appelle "la leçon du Canada", à savoir que le Français est bien moins mauvais "colonisateur" qu'il ne le prétend et que, en Nouvelle-France comme ailleurs, les fautes furent avant tout d'ordre "politique". Et l'ancien ministre des Affaires étrangères voyait là un enseignement propre à éclairer l'avenir autant que le passé⁵³.

⁴⁹ Ajoutons que le haut commissaire se vit puissamment secondé par le jeune secrétaire du Commissariat, M. Pierre Dupuy, que les résidents de Paris, bien des années plus tard, virent avec joie leur revenir à titre d'ambassadeur.

⁵⁰ A l'occasion du centenaire de cet ouvrage, la Société historique de Montréal organisa à l'Université de cette même ville, en avril 1945, une "semaine d'histoire". Cf. *Centenaire*... (Montréal, 1945), in-8, 462 p.

⁵¹ Cette "sixième édition" était basée sur les quatrième et cinquième, déjà retouchées par Alfred Garneau, fils de l'historien. A son tour, le petit-fils Hector G. a cru devoir "insérer entre crochets les additions et remaniements qui [lui] paraissaient s'imposer" (Introd.: x1). Ces modifications en font un autre ouvrage, dont la lecture, d'ailleurs, est rendue pénible par cette succession de parenthèses et de crochets. Des notes nous eussent semblé beaucoup moins dommageables à un texte regardé au Canada comme un "classique"... Comment imaginer, par exemple, une semblable "mise à jour" de l'*Histoire de Charles XII* de Voltaire?... Aussi pensons-nous avec M. Gustave Lanctot, biographe de Garneau, que la dernière édition publiée du vivant de l'auteur, en 1859, "reste la meilleure et la seule qui nous apporte l'œuvre et la pensée authentiques de Garneau" (*Centenaire*..., 28).

⁵² F.-X. Garneau, *Histoire du Canada*, 6^e éd., t. I (Paris, Félix Alcan, 1913), in-4, lviii-608 p. Le t. II et dernier ne devait paraître qu'après la guerre, en 1920.

⁵³ *Op. cit.*, Préface.

À la tête de la "Mission Champlain", Hanotaux s'était rendu l'année précédente (1912) en Amérique du Nord. Le but officiel du voyage était la remise aux États-Unis de *La France*, par Rodin, buste qui devait être incorporé au monument-phare du lac Champlain. Les fêtes des États-Unis furent brillantes et les principaux témoins en consignèrent les détails dans un grand ouvrage de luxe, tiré à 230 exemplaires numérotés⁵⁴.

Mais ce livre renferme aussi quatre chapitres⁵⁵ consacrés au Canada, car plusieurs des délégués visitèrent au retour le pays voisin. Nommons d'abord Étienne Lamy, qui devait représenter l'Académie au prochain Congrès de la langue française, puis Hanotaux lui-même, Louis Barthou, René Bazin, Vidal de la Blache, le général Lebon, l'aéronaute Blériot et sa femme.

L'entrée au Canada, par une matinée de juin, fut émouvante... Édouard Montpetit, envoyé au-devant des Français, nous les décrit: "Lamy, debout dans le couloir du train, "salue le sol canadien", tandis qu'Hanotaux déclare simplement: "Nous rentrons en France !" et que René Bazin, "très écrivain, très romancier, griffonne entre deux heurts une note rapide sur son carnet"⁵⁶. À la gare de Saint-Jean, ovations. On crie: "Vive la France !" Gaston Deschamps, correspondant du *Temps*, ne pourra jamais oublier, assure-t-il, une mère qui tend son enfant blond en disant: "Embrassez-le, puisque vous êtes Français !" ni tous ces bambins qui, le train reparti, courent derrière, pour "envoyer encore leurs saluts, leurs sourires, tout l'élan généreux de leurs âmes françaises"⁵⁷.

⁵⁴ [Auteurs divers], *La Mission Champlain aux États-Unis et au Canada* (Paris, Ed. France-Amérique, 1913), in-4, v-224 p. Portraits, dessins. Dans un autre ouvrage, composé de divers articles, les uns déjà publiés, les autres inédits, Hanotaux a parlé assez longuement du Canada: c'est *La France vivante en Amérique du Nord* (Paris, Hachette, 1913). En 1912, on se rendait compte en France de l'influence croissante des États-Unis dans le monde; à preuve cette constatation d'Hanotaux: "L'axe de la terre s'est déplacé, l'horizon s'est élargi; et, sur cet horizon, toute puissance conquérante apercevra désormais le sommet sourcilieux de la grandeur américaine" (*La France...*, 92).

⁵⁵ Ce sont les chapitres VII (l'entrée au Canada), VIII (Montréal), IX (Québec) et X (A travers le Canada).

⁵⁶ E. Montpetit, dans *France-Canada* (déc. 1912): 67.

⁵⁷ *La Mission Champlain...* 103.

À Montréal, où Vidal de la Blache se dit "frappé de l'intensité qu'a prise dans le pays la vie universitaire"⁵⁸, des réceptions ont lieu à divers endroits en l'honneur des délégués: ainsi, le général Lebon est fêté chez les militaires, et Louis Blériot, qu'auréolent ses exploits récents, se voit banqueté par le Club aéronautique canadien. Barthou fit même, à cette occasion, une conférence sur ce sujet inattendu: "L'aviation dans la poésie française"⁵⁹!

Nous avons déjà parlé⁶⁰ du séjour de René Bazin au pays. Arrivé à Montréal le 4 juin, il fit le surlendemain, à Québec, dans la grande salle de l'Université Laval, une conférence remarquée qu'Hanotaux voudrait intituler: "Défense de la littérature française au Canada"⁶¹.

C'est à Québec, justement, que va se tenir, du 24 au 30 juin, le premier Congrès de la langue française. La cheville ouvrière en est Adjutor Rivard, fondateur de la Société du bon parler français, qui lutte depuis au moins dix ans contre l'anglicisme et pour les droits de la langue de Champlain. Ces assises seront présidées par l'évêque auxiliaire de Québec, M^{sr} Paul-Eugène Roy. Les trois archevêques canadiens-français y assisteront, et on y verra même paraître le délégué apostolique. On se montre aussi aux séances sir Wilfrid Laurier, chef du parti libéral, sir Lomer Gouin, premier ministre du Québec, ainsi que le fondateur du nationalisme canadien, Henri Bourassa; parmi les Français, outre Étienne Lamy, le poète Gustave Zidler, mandaté par "La Canadienne", le jeune abbé Charles Thellier de Poncheville, délégué du clergé de France, qu'accompagne son père, le comte de Poncheville, député du Nord.

Des érudits, des jurisconsultes, des philologues et des éducateurs vont traiter tour à tour de diverses questions relatives à l'usage de la langue française en Amérique du Nord: parmi

⁵⁸ *Op. cit.*, 119.

⁵⁹ G. Hanotaux, *La France* . . . , 215.

⁶⁰ Voir notre *Revue*, XX, 1: 70-74.

⁶¹ G. Hanotaux, *La France* . . . , 215.

tant de communications et de discours, personne ne sera plus écouté qu'Étienne Lamy.

Il parle de la langue française, tout simplement, mais il en parle en maître. À grands traits, il rappelle les caractères essentiels du français, "l'une des plus magnifiques parures qu'ait jamais revêtues la pensée humaine", langue universelle et une, langue conquérante... Aurait-elle dégénéré, comme le laisseraient croire certaines productions récentes? Non, car "trop d'œuvres excellentes font oublier les médiocres et les mauvaises". Quoi qu'en disent ses détracteurs, "la France n'a pas quitté les routes de l'idéal"... Et ces routes, enchaîne habilement Lamy, le ramènent naturellement au Canada, "séparé de la France avant que la France se séparât de son passé, et qui a gardé la plénitude de la vie ancienne". Et, pour finir, cette apostrophe: "Canada, la France t'aime, t'admire et te salue"⁶² !

Nul sujet ne pouvait plaire davantage aux Canadiens, friands d'idées générales, et puis, les compliments délicats ne manquèrent pas de leur aller au cœur. Les plus anciens parmi les auditeurs songèrent à Brunetière, mais Lamy possédait sur cet écrivain la supériorité d'un orateur-né, à la voix chaude et forte, au geste ample et abondant. Il eut dès lors et garda la vedette du Congrès. Bien plus tard, chaque fois qu'on faisait allusion à cette mémorable assemblée; il se trouvait presque toujours quelqu'un pour s'écrier: "Ah ! oui, le fameux discours de Lamy !"

Le poète Zidler avait eu l'honneur de fournir — en un parfait alexandrin — la devise de circonstance, gravée sur une médaille d'Alexandre Morton :

C'est notre beau parler qui nous conserve frères.

On l'entendit également dans une causerie sur "l'utilité du grec et du latin pour la connaissance du français", puis la délégation se rendit à Montréal, où une soirée littéraire, présidée par Henri Bourassa, eut lieu dans la salle du Monument national. Y prirent la parole, entre autres, Gustave Zidler, l'abbé Thellier de Poncheville et le député du Nord.

⁶² E. Lamy, *La Langue française* (Paris, Perrin, 1912), in-12, 64 p.

Pour marquer sa satisfaction à ses hôtes français, l'université Laval créa docteurs ès lettres *honoris causa* Lamy, Zidler et l'abbé Thellier de Poncheville, tandis que la Société de Géographie faisait annoncer par son secrétaire, Eugène Rouillard, qu'un lac porterait désormais le nom de lac Zidler (ce dont l'heureux parrain remercia par un poème !) et qu'on baptiserait respectivement Hanotaux, Lamy, René-Bazin, Bonin ⁶³ et Leau ⁶⁴ cinq cantons ⁶⁵ de la Province. Ainsi le Congrès ne se terminait pas que par des chansons !

La randonnée du Comité France-Amérique trouva naturellement de nombreux échos dans la presse française. À qui mieux mieux, journaux et revues célébrèrent les avantages de pareilles missions, et la plupart eurent une mention spéciale pour le Congrès de Québec, dont la répercussion devait se faire sentir dans toutes les populations francophones de l'Amérique, aussi bien en Louisiane qu'en Haïti. Dans un spirituel article qu'il donna à *la République française* ⁶⁶, sous le titre de *Entre deux Mondes*, Louis Madelin, rappelant en passant qu'il était allé naguère au Canada ⁶⁷, définissait ainsi le rôle bienfaisant du Comité : "Le monde est rempli de gens qui sont nés pour s'entendre ; l'important est qu'ils se connaissent. Leurs mains se cherchent alors qu'ils l'ignorent. Un ami commun les réunit, fait les présentations ; voici, au bout de huit jours, nos gens si liés qu'ils jureraient volontiers que toujours ils se sont connus et aimés. Ce Comité France-Amérique prend la main de notre France — jolie main, fine et ferme à la fois — et, allant chercher celle de l'Amérique — une large, loyale et forte main — il les unit. Il en unit ainsi des milliers par an sur le terrain intellectuel et artistique, comme sur l'économique".

⁶³ C.-E. Bonin fut consul général de France, de 1912 à 1918.

⁶⁴ Sur Léopold Lean, cf. *supra*, n. 16.

⁶⁵ Pour expliquer le "canton" canadien à ses compatriotes, Alexis de Tocqueville disait qu'"il tient le milieu entre le canton et la commune" de France.

⁶⁶ L. Madelin, *République française* du 19 juin 1912. Art. de tête.

⁶⁷ C'est en 1908 que Madelin vint au Canada, où il donna au moins trois conférences sur Napoléon (Renseignement aimablement fourni par M. Pierre Savard, prof. à l'U. Laval).

Ajoutons que le retour des délégués en France donna lieu, entre autres, à deux fêtes qui réunirent à Paris Français et Canadiens : l'honorable Philippe Roy, haut commissaire, invita d'abord au pavillon d'Armenonville des personnalités des deux pays. Peu après, le Comité donnait au Pré-Catelan un dîner de cent deux couverts que présidait Raymond Poincaré, alors président du Conseil. C'est à cette occasion que l'honorable Raoul Dandurand reçut la cravate de commandeur.

On voit que si, à la fin du XIX^e siècle, les Canadiens avaient tenté les premières démarches pour se rapprocher de leurs cousins de France, ceux-ci, à leur tour, surent les rencontrer à mi-chemin : des créations comme "La Canadienne" et le Comité France-Amérique, composées surtout de Français, la qualité des représentants que la France envoya aux fêtes de Champlain et au Congrès de Québec le démontreraient déjà suffisamment. Mais nous n'avons pas tout dit.

Il nous faudrait signaler encore les efforts des agents diplomatiques de la France, l'existence d'une Chambre de commerce française à Montréal depuis 1886, les nombreuses conférences organisées au Canada sous les auspices de l'Alliance française. Nous avons déjà vu Albert Lefaiivre, consul général de 1875 à 1881, charmer les Canadiens par ses dons littéraires. Pendant douze ans, de 1894 à 1906, un autre consul général devait, par une activité s'étendant à tous les domaines, favoriser dans une large mesure les relations France-Canada : c'était Alfred Kleczkowski. Il fut le premier consul général de France à résider à Montréal.

René Doumic, qui l'y avait vu à l'œuvre, écrivait dès 1898 : "Tous les Français doivent le remercier pour la dignité avec laquelle il représente notre pays et pour la souplesse avec laquelle il manoeuvre, en vrai diplomate, à travers les difficultés qu'il ne manque pas de rencontrer⁶⁸." C'était, comme on sait, une époque ardue, où un certain courant d'opinion française s'avérait plutôt hostile aux Canadiens qui, de leur côté, réagis-

⁶⁸ R. Doumic, dans *Revue des Deux Frances* (année 1898) : 102.

saient assez violemment. Avec infiniment d'esprit, non sans malice parfois, Kleczkowski savait s'entremettre, s'imposer même pour apaiser les différends. On le voyait partout : non seulement aux réceptions officielles et aux distributions de prix, mais encore aux réunions plus intimes de ses compatriotes et aux assemblées d'ordre scientifique ou économique.

Quand, en 1906, le consul général fut promu ministre à Montevideo, c'est Louis Arnould qui fut chargé par la colonie française de lui adresser un adieu public. Le professeur félicita le diplomate d'avoir, sans doute, toujours bien parlé au nom de la France, mais il le loua encore davantage d'avoir su si bien écouter et regarder. Il l'assura que son nom "vivrait longtemps dans le cœur des Français du Canada"⁶⁹. Les Canadiens ne pensaient pas autrement, car, trente ans plus tard, Aegidius Fauteux, une autorité en la matière — ne craignait pas d'affirmer que "Kleczkowski fut un des représentants officiels de la France qui ont laissé chez nous le meilleur souvenir"⁷⁰.

Les voyages de Chapleau en France n'avaient pas qu'un but sentimental : la province de Québec cherchait des capitaux et venait faire appel à la haute finance française. Sur ce plan comme sur l'autre, le premier ministre connut le succès. Dès juillet 1880, notre trésorier provincial, Jonathan Würtele, put annoncer la négociation d'un emprunt de quatre millions de dollars et la fondation prochaine d'un Crédit foncier franco-canadien, établi sur le modèle du remarquable Crédit foncier de France et pourvu d'un fonds social de quarante millions de francs. Une délégation française vint au Canada dès l'automne pour régler les dernières modalités, et c'est à cette occasion que Gustave de Molinari, envoyé du *Journal des Débats*, eut une révélation du pays. Le Crédit foncier, qui bénéficia longtemps

⁶⁹ L. Arnould, *Nos amis les Canadiens* . . . , 343.

⁷⁰ Ae. Fauteux, *La Patrie*, Montréal, 12 juillet 1936 . . . Cependant, il appert à la lecture des dépêches et des lettres de ce diplomate à ses Ministres qu'il avait la dent dure et jugeait plutôt sévèrement les Canadiens français (Renseignement communiqué par M. Pierre Savard, de Québec, qui prépare un travail d'ensemble sur "les Canadiens jugés par les Consuls de France au XIXe siècle", d'après les correspondances conservées au Quai d'Orsay).

de la sage administration de Martial Chevallier, fils d'un consul de France, devint avec les années une institution purement canadienne. Toutefois, comme le fait remarquer l'historien de la province de Québec ⁷¹, "l'emprunt en France et la fondation du Crédit foncier constituaient la première grande tentative de collaboration économique avec la France depuis le traité de Paris". Et le fait méritait d'être signalé.

Un peu plus tard, en 1886, Montréal voyait naître une Chambre de commerce française. En mai de cette année-là, M. Dubail, consul général, avait convoqué dans la Métropole les commerçants français; en juin furent approuvées les constitutions de la nouvelle société, qui avait pour objet "tout ce qui est susceptible de développer les rapports commerciaux, industriels et financiers entre la France et le Canada" (Statuts, art. 2). Après des débuts modestes, cette Chambre de commerce s'imposa peu à peu, et ses activités contribuèrent largement à la préparation — fort laborieuse, il faut le dire — du traité de commerce franco-canadien qui, après bien des tergiversations, devait entrer en vigueur le premier février 1910, à la fin du ministère de sir Wilfrid Laurier.

En 1911, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de sa fondation, la Chambre de commerce française publia une copieuse étude sur les échanges entre les deux pays ⁷². Ce grand album, abondamment illustré, est une mine de renseignements sur le Canada d'alors, son immigration, son agriculture, ses industries, ses voies de communications, etc., et, réciproquement, sur les ressources et les possibilités offertes au Canada par les marchés français ⁷³. Des pages de publicité complétaient l'ouvrage, facile à consulter, grâce à un bon index général.

⁷¹ R. Rumilly, *Hist. de la province de Québec*, III: 28.

⁷² *Le Canada et la France: commerce*, etc. (Montréal, in-4), 256 p. Nombreuses illustrations.

⁷³ La Chambre de commerce française eut pour premier président Moïse Schwob. En 1911, le bureau de direction se composait comme suit: président, A.-F. Révol (directeur pour le Canada de la maison Perrin Frères); vice-président, J. Obalski (ingénieur); secrétaire, G. Vennat (exportateur); conseillers, Martial Chevallier et autres. Parmi les membres actifs, on remarquait des industriels comme les Galibert, Genin, Jonas.

On trouve là également maints détails sur les institutions groupant les Français au Canada : Vétérans des Armées, Institut français de Montréal, Union nationale française et, enfin, Alliance française, dont il importe de dire ici quelques mots⁷⁴. Fondé en 1902 par un groupe conjoint de Canadiens et de Français résidant au Canada, le Comité de Montréal avait pour but de promouvoir les relations intellectuelles entre les deux pays : c'était comme un noble pendant donné à la Chambre de commerce française. Mais, les idées, les opinions sont sujettes à la libre discussion des hommes et se ressentent forcément de leurs passions, — politiques et autres : aussi la naissance de cette société n'alla pas sans inquiéter l'épiscopat canadien. C'était l'époque où Émile Combes inaugurerait sa campagne anticléricale et trouvait au Canada même des sympathisants. D'ailleurs, les fondateurs du Comité n'étaient pas tous jugés orthodoxes, à commencer par son premier président, l'ex-maire Beaugrand. De plus, la venue de certains conférenciers français, tels Gustave Lanson et Ferdinand Buisson, ne pouvait qu'accroître les alarmes de l'autorité religieuse. Il n'y eut jamais lutte ouverte ni même conflit. Seulement, chacun resta sur ses positions. L'archevêque de Montréal, M^{sr} Bruchesi, s'il y fut même invité, ne mit jamais les pieds à l'Alliance française et ne permit pas à son clergé d'assister aux conférences. Cet ostracisme, qui persista jusqu'à la première grande Guerre, nous semblera aujourd'hui bien désuet et nous fera même sourire⁷⁵.

Il reste que, orienté plutôt dans le sens des universités protestantes Bishop's College et McGill — cette dernière le soutint même pécuniairement — le Comité rendit, dans le monde intellectuel et laïc, de signalés services. D'après les statistiques officielles, il aurait offert à ses abonnés, de 1902 à 1942, "406

⁷⁴ La tâche nous a été facilitée par la parution (1942) d'une intéressante étude du D^r Paul Villard, alors secrétaire et trésorier du Comité de Montréal. On y trouve l'histoire des 40 premières années mises par ce Comité "au service de la pensée française" : P. Villard, *Alliance française*... (Montréal, 1942). Brochure de 108 p., sur beau papier et abondamment illustrée.

⁷⁵ Il est juste d'ajouter que des conférenciers franchement catholiques se firent entendre à l'Alliance française, — par exemple François Veillot, Jean Brunhes, Fortunat Strowski...

conférences et soirées”⁷⁶. On y entendit les orateurs les plus divers : diplomates, parlementaires, artistes, professeurs, hommes et femmes de lettres . . .

Nous n'avions à parler ici que des débuts du Comité de Montréal : après la Guerre, nous le retrouverons en pleine activité et nous nous plairons à citer les conférenciers qu'il accueille.

* * *

*

Canada et Canadiens ne pouvaient prétendre avoir été oubliés des Français au cours de ces quelque trente-cinq ans. Certes, on ne les avait pas qu'admirés et louangés : ils s'étaient vus parfois âprement discutés et même calomniés, ce qui est une façon comme une autre de se faire connaître. Car, il en est des personnes et des nations comme des œuvres littéraires : le plus grand malheur est de sentir le silence s'étendre autour de soi.

Les Vignes, les Marmande, les Vibert, les Diraison avaient pu à leur aise décrier ce jeune peuple : les avait-on seulement lus ? Tandis que des ouvrages comme ceux de Salone, d'André Siegfried, du professeur Arnould, de Gabriel Hanotaux — pour ne nommer que ceux-là — avaient eu une large diffusion et se trouvaient dans toutes les bibliothèques importantes. Ils permettaient, non seulement aux académiciens, aux gens de lettres, aux représentants du monde officiel, mais encore au grand public qui lit, de se renseigner exactement sur le Canada et ses diverses ressources.

Telle était la situation à la veille de la première Guerre mondiale. Ce conflit allait mettre fin à bien des préjugés et provoquer de nouveaux échanges, autrement intimes, entre les deux pays. Les Français, même les plus intransigeants, se ressentiront de l'“union sacrée” jurée en France, et verront dans les Canadiens français mieux que de simples alliés : des cousins venus de loin pour mêler leur sang au leur.

C'est ainsi qu'à grands pas on s'acheminera vers une meilleure compréhension réciproque.

(à suivre)

ARMAND YON

⁷⁶ P. Villard, *Alliance française* . . . , 61.